



CGT Finances Publiques

Aveyron

Déclaration Liminaire CSA FS du 28 03 24

C'est dans un contexte de guerre tous azimuts que se tient ce CSAL FS. Conflits armés, guerres économiques et guerres contre les peuples, n'en déplaise à certains, nous ne sommes pas dans une bulle et cela pèse fortement sur nos conditions de vie ET de travail.

413 milliards d'euros pour la guerre, 200 milliards d'aides pour les entreprises, rien pour les Services Publics, ni les agents. Pire, ceux-ci vont subir 10 milliards d'euros de coupes budgétaires en 2024 et un nouveau gel de la valeur du point d'indice.

Contrairement à la petite musique qui dit que l'État est en faillite, la CGT l'affirme haut et fort : il n'y a pas d'austérité, il n'y a que des choix politiques qui nous coûtent un pognon de dingue !

Pour preuve, l'économie française n'a jamais été aussi florissante. L'indice du CAC 40 a atteint le seuil historique des 8000 points et les bénéfices dépassent les 140 milliards d'euros pour 2023.

Pourtant, l'addition sera présentée aux mêmes c'est-à-dire la grande majorité des Français, ceux qui sont éloignés de la caste dirigeante et qui n'ont jamais bénéficié du ruissellement promis. La construction Macronienne de la société repose sur une série de peurs et de mensonges pour le plus grand nombre et de privilèges indécentes pour sa cour. Son action politique suit scrupuleusement ce schéma.

Pour preuve ce jour dans cette instance nous allons évoquer plusieurs sujets où ces principes s'appliquent :

– Le ministre des Finances n'a pas été avare de discours pour justifier la réforme des retraites 2023 et son corollaire le recul de l'âge légal de départ. Quelle surprise donc de voir dans la présentation de la note d'orientation, des mesures sur « *la question du maintien dans l'emploi des personnes fragilisées par leur âge* ». L'âge serait donc un souci ?

– Compte rendu du groupe de travail RPS concernant le SDIF : l'ensemble des agents et les représentants syndicaux étaient contre en pointant les incohérences du projet de déplacement du service, côté direction le plan était prêt et tout devait fonctionner... On voit où on en est.

– On ne parlera pas ici du groupe de travail et du CSA FS dédiés au nouveau règlement intérieur. Les propositions des représentants du personnel ont été purement et simplement ignorées.

Tout agent de cette direction a une multitude d'exemples où les promesses de jours meilleurs n'ont été que des mensonges éhontés. Cela interroge sur le fonctionnement d'une structure de près de 100 000 salariés, l'arbitraire et l'injustice n'ont pas leur place.

Cette instance devrait faciliter la respiration des agents et des services, elle est en train de devenir une sorte de chambre d'enregistrement quelconque. L'ambiance actuelle ne nous autorise aucune sorte d'optimisme, les collègues sont fatigués, les services débordés. Chaque semaine amène son lot de réformes, de dysfonctionnements...

La prochaine réforme qui arrive concerne le passage à la semaine «en» 4 jours. La note de la DGFAP précise bien qu'il n'y a pas de baisse du temps de travail (retour à 9h00 par jour... pour mémoire le passage à 8h00 de travail par jour date de 1919). Malgré le fiasco de l'expérimentation à l'URSSAF de Picardie (mot employé par la directrice adjointe de l'URSSAF Haut de France), nous on fonce !!!

Dans ces conditions, la CGT se battra toujours pour faire respecter la dignité et rendre la parole aux salariés.

Site de la section accessible par INTERNET et ULYSSE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>
Contact : cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr